

Ce que nous avons entendu

« Après avoir vu autant de grands projets échouer dans la région, je suggère de mettre en œuvre de petits projets, et d'en développer la durabilité au fur et à mesure. »

- Les participants soutiennent unanimement que le nouveau programme du Nord doit assurer une représentation égale des collectivités dans les régions désignées des Inuvialuit et des Gwich'in, et leur profiter équitablement. « *Tout le monde doit y trouver son compte. Il ne faut pas créer un climat de concurrence soumis à la loi de la jungle.* » Ils veulent aussi que toutes les collectivités impliquées fassent entendre leur voix durant le processus de planification.
- Pour soutenir leurs aspirations en matière de pêche commerciale, les participants ont besoin que certains enjeux soient réglés. Par exemple :
 - Il existe une incertitude à savoir si les activités commerciales seront autorisées dans les zones réservées à la subsistance en vertu d'accords de revendications territoriales. « *Ces zones ne peuvent servir à des fins commerciales, et il faudrait peut-être nous pencher là-dessus.* »
 - Les données sur les espèces de poissons et la biomasse dans la région sont insuffisantes, et les collectivités voudraient savoir comment et quand ces renseignements seront recueillis. « *Nous devons savoir si les pêches sont durables, mais les évaluations des stocks ne sont pas à jour.* » Certains voudraient aussi avoir les moyens d'évaluer l'incidence que les activités à grande échelle dans l'océan Arctique pourraient avoir sur les pêches du fleuve Mackenzie.
 - L'idée d'une usine de transformation du poisson locale suscite beaucoup d'intérêt, mais les participants sont conscients qu'il existe des lois et des règlements en la matière. Ils se demandent aussi pourquoi leurs méthodes de transformation locales ne sont pas reconnues par les autorités sanitaires; surtout dans le cas de petites usines de transformation du poisson de type artisanal. « *Nous transformons le poisson ainsi depuis des générations.* »
 - Les règles actuelles de délivrance de permis entravent la pêche commerciale. Par exemple, une collectivité a signalé que pour les pêcheurs locaux, avoir à se rendre deux fois à Inuvik pour obtenir un permis engendre des dépenses et des difficultés. « *Les pêcheurs à la ligne peuvent obtenir leur permis au magasin. Alors pourquoi nous faut-il attendre une approbation pendant des jours, et devoir y retourner encore pour recevoir notre permis?* » Aussi, pour certaines zones de pêche, les routes de transport et le développement industriel ont eu des conséquences négatives.

- Dans certains cas, une amélioration des relations entre Pêches et Océans Canada et les collectivités sera nécessaire pour la mise en œuvre du nouveau programme. « *Vous devez éliminer les obstacles qui nuisent à notre relation.* »
- Les participants sont impliqués dans des accords sur des revendications territoriales. À ce titre, certaines organisations de gestion des ressources qui sont en place voudraient participer davantage à la gestion des pêches, notamment en ce qui concerne la délivrance de licences et de permis. « *Il faut faire en sorte que nos ressources puissent gérer le système de cogestion dans les zones visées par des revendications territoriales. Notre conseil est censé pouvoir s'impliquer dans la délivrance de permis, et nous collaborons avec [le Ministère] pour en arriver là.* »
- Les participants appuient vigoureusement une cogestion dirigée par une organisation autochtone. « *Nous ne voulons pas que les gens aient constamment l'impression de dépendre de quelqu'un d'autre. Tel est actuellement notre combat.* »
- Les participants soulignent l'importance de faire appel aux connaissances traditionnelles pour la planification des pêches commerciales. Ils s'entendent également sur la nécessité d'investir pour la protection du savoir traditionnel en faisant participer les jeunes à des programmes liés à la pêche.
- Certains participants ont très hâte que le programme du Nord soit mis en œuvre. Ils y voient une possibilité de réaliser un nombre d'initiatives économiques, y compris pour commercialiser les sous-produits du poisson, dont les œufs, et des produits artisanaux faits d'écaille et de peau de poisson. « *Ce que nous pouvons faire avec le poisson est illimité.* »
- Cependant, les participants reconnaissent qu'il reste du travail à faire à l'interne avant que tout le monde soit prêt. Par exemple, certains insistent sur l'importance de mener des consultations auprès des communautés pour s'assurer que les possibilités liées au programme sont bien comprises. « *Il nous faudra discuter pour savoir que tout le monde est à bord avant d'aller de l'avant.* » Ils croient aussi qu'un financement sera nécessaire pour développer les capacités, soutenir les gardiens et les surveillants de la collectivité, et acheminer le poisson vers les marchés et les commerces locaux.
- Certains participants aimeraient pouvoir apprendre d'autres collectivités nordiques dont les pêches commerciales connaissent du succès, dont Cambridge Bay, ou de celles qui ont des quotas de pêche à l'omble chevalier. « *Nous devons en apprendre davantage sur le processus de vente du poisson. Comment obtenir ces connaissances le plus rapidement possible?* »